

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

http://cdurable.info/Cancun-Conference-Climat-Nations-Unies-sur-les-changements-climatiques-les-et-enjeux_3039.html

16e Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies
sur les changements climatiques

Cancún : une étape clé pour un accord international sur le climat

- Planète - Contribution Ecologique -



Date de mise en ligne : dimanche 21 novembre 2010

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

Du 29 novembre au 10 décembre se tiendra à Cancún, au Mexique, la 16e Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Sous l'égide de l'ONU, la Conférence des parties (COP) a pour objectif de faire oublier l'échec du sommet de Copenhague qui, l'année dernière, n'avait abouti qu'à un accord non contraignant obtenu à la dernière minute par une poignée de chefs d'État. Voici les clés et les enjeux de cette conférence.

La désillusion de Copenhague

Le protocole de Kyoto expire en 2012. Et après ? Cancún devrait esquisser quelques pistes, même si les experts s'accordent à dire que l'espoir d'aboutir à un accord est mince. La Chine et les États-Unis, les deux plus gros pollueurs de la planète qui ne sont à ce jour contraints à aucune obligation de réduction de leurs émissions campent sur leur position. Et les pays en développement ? Un manque de confiance complet vis-à-vis des États les plus riches, et toujours dans l'attente des fonds promis à Copenhague pour les accompagner face aux impacts du changement climatique. Obtenus en décembre 2009, l'accord de Copenhague, non contraignant, fixait un objectif visant à limiter le réchauffement climatique à un maximum de 2°C au-dessus du niveau préindustriel. Mais sans définir les chemins pour atteindre ces objectifs. Résultat, les réductions d'émissions sont bien inférieures aux promesses engagées. L'accord prévoyait aussi une aide annuelle de 100 milliards de dollars d'ici 2020 pour les nations en développement, mais sans spécifier l'origine de ces fonds...

De Rio à Cancún : 18 ans de négociations

Si Rio en 1992 a jeté les bases des négociations internationales sur le climat, le Protocole de Kyoto de 1997 en est la pièce maîtresse. Mais compte tenu de sa durée limitée dans le temps, la conférence de Bali en 2007 a décidé d'un processus de négociation pour l'obtention d'un nouvel accord international sur le climat, processus toujours en cours et qui doit s'appuyer sur les acquis de l'étroit accord trouvé à la conférence de Copenhague en 2009. Retour sur un long processus de négociation.

1992 : Conférence de Rio : La Convention cadre des Nations-unies sur les changements climatiques (CCNUCC) reconnaît l'existence du changement climatique et la responsabilité humaine dans ce phénomène. Elle impose aux pays industrialisés le primat de la responsabilité pour lutter contre celui-ci et fixe un objectif ultime : la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère à un niveau qui ne met pas en danger le climat mondial. Universelle, elle est ratifiée par 193 pays et la Communauté européenne. Les pays industrialisés s'engagent à stabiliser leurs émissions entre 1990 et 2000. C'est pendant cette conférence que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une enfant, Severn Cullis Suzuki, interpelle les responsables de la planète : *"Je suis ici pour parler au nom des générations futures... Ce que vous faites me fait pleurer la nuit... S'il vous plaît, faites en sorte que vos actes reflètent vos paroles..."* [1] :

1997 : Protocole de Kyoto (5e COP) : Pour la première fois, 37 pays développés et en transition s'engagent sur des objectifs contraignants de réduction de leurs émissions (de GES) pour atteindre une réduction globale des émissions

Cancún : une étape clé pour un accord international sur le climat

de GES de 5,2% entre 2008 et 2012 par rapport à 1990. 184 pays ont depuis ratifié le protocole, qui est entré en vigueur en 2005. Les Etats-Unis, seul pays industrialisé à ne pas avoir depuis ratifié le Protocole, n'est donc pas soumis à des objectifs de réduction pour la première période d'engagement du Protocole qui expirera fin 2012.

2007 : Conférence de Bali (13e COP) : 192 pays s'accordent sur la nécessité d'aboutir à un nouvel accord en 2009 (Conférence de Copenhague), ainsi que sur les thèmes qui devront être négociés d'ici cette date (« feuille de route ») et le calendrier de travail pour y parvenir.

2008 : Conférence de Poznan (14e COP) sous présidence française de l'Union européenne : Les 27 pays de l'Union européenne s'entendent sur les moyens d'honorer leur engagement de réduction globale de leurs émissions de gaz à effet de serre de 20% en 2020 par rapport à 1990, voire de 30% en cas d'accord international ambitieux à Copenhague (Paquet Énergie Climat).



2009 : Conférence de Copenhague (15e COP) : L'accord de Copenhague, signé depuis par 140 pays, fixe les arbitrages essentiels d'un accord international sur le climat, notamment la limitation du réchauffement climatique à 2° C et un effort financier inédit de 30 milliards de dollars sur 2010-2012, porté à 100 milliards de dollars par an en 2020.



2010 : 4 sessions préparatoires à Cancún (16e COP) : L'objectif a été pour les Parties de continuer le processus de négociation afin notamment de consolider les acquis de l'accord minimaliste de Copenhague et de les transformer en décisions onusiennes. Ce processus devrait se poursuivre en 2011 afin d'arriver à un accord sur le climat. La conférence de Cancun devra adopter un jeu de décisions équilibrées permettant d'avancer sur des questions clés comme l'atténuation, la transparence, l'adaptation, la déforestation et le financement.

Le programme des 15 jours de négociation

La Conférence de Cancún rassemblera pendant 15 jours 194 pays, tous Parties à la Convention cadre des nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), représentés par des délégations officielles. De nombreux observateurs (associations, entreprises, collectivités locales ...) et journalistes du monde entier participeront également à cette conférence qui sera rythmée en trois temps :

1. Une session technique du 29 novembre au 7 décembre, rassemblant les négociateurs officiels, au sein des deux pistes onusiennes de négociation parallèles sur le post-2012 :

- ▶ **le Groupe de travail sur l'action coopérative à long terme (AWG LCA 13)** dans le cadre de la Convention Climat qui regroupe ses 194 Parties (dont les Etats-Unis et les pays en développement) ;
- ▶ **le Groupe de travail sur les nouveaux engagements des pays industrialisés (AWG KP 15)** pour le post-2012 dans le cadre du Protocole de Kyoto qui regroupe ses 184 Parties (hors Etats-Unis) ;

Dans la note de scénario LCA, la présidente Margaret Mukahanana rappelle le consensus qui a émergé à Tianjin autour d'un résultat "équilibré" à Cancún (équilibre entre les deux voies LCA et KP et à l'intérieur des voies) et propose de travailler à l'élaboration d'une décision unique ce qui permettrait de mieux assurer cet équilibre. Un groupe de contact unique aura lieu juste après la plénière d'ouverture afin d'établir les 4 groupes de drafting habituels (Vision commune de l'action concertée à long terme / shared vision) - Atténuation - Adaptation - Finance/technologie/renforcement de capacités) Dans la note de scénario KP, le président John Ashe propose lui aussi de préparer un projet de décision unique couvrant l'ensemble des sujets sous KP de manière équilibrée. Il rappelle également les liens existant entre KP et LCA et la nécessité de parvenir à un résultat sous ces deux voies. John Ashe propose d'établir cette fois-ci un groupe de contact unique.

2. Une session technique du 29 novembre au 4 décembre, rassemblant les négociateurs officiels, au sein des 2 organes subsidiaires (SBI 33 et SBSTA 33) des enceintes permanentes relevant des deux instruments juridiques sur le climat :

- ▶ la 16e Conférence des Parties (COP-16) à la Convention Climat,
- ▶ la 6e Réunion des Parties (COP/MOP-6) au Protocole de Kyoto.

3. Un segment purement ministériel du 7 au 10 décembre (rassemblant les Ministres du Climat, de l'Environnement et/ou de l'Energie des 194 Parties à la Convention Climat).

Les objectifs de Cancún

Toutes les Parties à la Convention Climat se sont mises au moins d'accord sur un objectif à atteindre

pendant cette conférence : adopter "un paquet équilibré de décisions concrètes". Ainsi, les résultats de celle-ci devront permettre de mettre en place une série de mesures, identifiées par l'Accord de Copenhague. Ce dernier est à ce jour la seule réponse multilatérale au défi climatique, mais reste encore en dehors des décisions juridiques des Nations unies. C'est pourquoi, Cancún vise l'adoption de décisions techniques, en vue de décider, ultérieurement, d'un accord international sur le climat.

Ces mesures concernent notamment les thèmes suivants :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- un système de transparence des actions ;
- l'adaptation aux conséquences des changements climatiques ;
- l'architecture du soutien en faveur des pays en développement pour qu'ils s'adaptent aux conséquences des changements climatiques et s'orientent vers une économie à faible intensité carbone (fonds vert , transfert de technologies, renforcement des capacités) ;
- la réduction des émissions du secteur forestier et la protection des forêts (programme REDD+).

L'ONU appelle au compromis

Avant même l'ouverture des discussions de Cancún, l'ONU a appelé les États du monde au compromis. Elle l'avait déjà fait à plusieurs reprises, comme Tianjin, en Chine, il y a deux mois, où les représentants de près de 190 pays s'étaient réunis autour de la table des négociations. **La secrétaire exécutive de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Christiana Figueres, avait alors appelé les gouvernements à accélérer la recherche d'un accord global sur le changement climatique** : *"Un résultat concret à Cancún est crucial pour restaurer la confiance et éviter au multilatéralisme d'être perçu comme une route sans fin"*. Des paroles qui sonnent creux face à la défiance des États en développement, en attente de transparence et d'aide financière face au réchauffement climatique. D'ailleurs, à Cancún, l'ONU n'espère même plus un accord contraignant, mais se contenterait simplement d'un *"paquet de décisions définissant la base d'un accord"*, comme le souligne Christiana Figueres : *"les décisions prises à Cancún ne seront peut-être pas exhaustives, mais un paquet équilibré de mesures peut aboutir à des résultats forts sur le court terme et long terme afin de répondre au changement climatique de manière effective"*.

Comme un appel de la dernière chance, Christiana Figueres demandait aux États, il y a dix jours *"d'équilibrer leurs attentes, afin que chacun puisse revenir dans son pays avec un résultat positif"*.

Le scénario le plus probable est celui d'une avancée sur seulement quelques volets du dossier climatique. Les États-Unis, outre leur rejet en bloc d'un traité global, se voient largement critiqués dans leur allocation de l'aide aux pays en développement. Une aide, promise à Copenhague, qui se voit modulée en fonction d'intérêts stratégiques. C'est ainsi que la Bolivie et l'Équateur, des alliés de Cuba et du Venezuela, se sont vu refuser respectivement 3 millions et 2,5 millions pour avoir invité la plénière de Copenhague à ne pas entériner la stratégie américaine. Une politique d'aide sélective confirmée par le négociateur en chef, Todd Stern, selon qui *"les États-Unis vont utiliser ces fonds auprès de pays qui ont indiqué leur intérêt pour l'accord"*.

[1] 18 ans après, le réalisateur Jean-Paul Jaud lui consacre un film : Severn, la voix de nos enfants, pour en savoir plus, [cliquez ici](#).